

**COMMUNE DE BON-ENCNTRE**  
**CONSEIL MUNICIPAL**  
**Séance ordinaire du 28 JUIN 2023 à 18 h**  
**(Extrait du Registre)**

**L'AN DEUX MILLE VINGT TROIS, le 28 JUIN à 18 h**, le Conseil Municipal de la Commune de BON-ENCNTRE légalement convoqué le 21 juin 2023, s'est réuni en séance ordinaire.

Nombre de conseillers municipaux en exercice : **29**

**Etaient présents** : Mme LAMY Laurence, M. AMELING Christian, Mme CHATOT Magali, M. MOINEAU Philippe, Mme TREY D'OUSTEAU Brigitte, M. BIELLE-BIARREY Laurent, M. ROULET Pascal, Mme VILLA Pierrette, Mme ALBERTI-DEFFIS Véronique, M. COUDERC Patrick, Mme FERRAND Isabelle, M. GALABERT Vivian, M. VALERO Jean-Michel, Mme TABANON Chantal, M. RAYSSAC Pascal, Mme DERRAMOND Laurence, Mme DERHOURHI Martine, Mme BARRAULT Simone.

**Excusés** :

Mme ANNETTE-OGIER Jacqueline pouvoir à AMELING Christian.  
Mme PAILHORIES Anne pouvoir à CHATOT Magali.  
M. BRUNOT Philippe pouvoir à RAYSSAC Pascal.  
M. VIDAL Jean-Christophe pouvoir à MOINEAU Philippe.  
M. SCHEIFF Yanik pouvoir à BARRAULT Simone.

**Absents** :

M. GABEN Stéphane.  
M. JEANNE Vincent.  
Mme LAFFAGE Stéphanie.  
M. BRUGIDOU David.  
Mme DUMONT Pauline.  
Mme COTTET Aurélie.

Madame TREY D'OUSTEAU Brigitte a été désignée secrétaire de séance.

**2023.28 - OBJET : RECOURS AU CONTRAT D'APPRENTISSAGE.**  
**VOTE : 23 Pour.**

Mes Chers Collègues,

**I - Exposé des motifs :**

Madame Le Maire rappelle que l'apprentissage permet à des personnes âgées de 16 à 29 ans révolus d'acquérir des connaissances théoriques dans une spécialité et de les mettre en application dans une entreprise ou une administration, que cette formation en alternance est sanctionnée par la délivrance d'un diplôme ou d'un titre.

Les apprentis apportent des connaissances récentes acquises dans leur programme de formation. Ils peuvent introduire de nouvelles idées, des approches innovantes et des compétences spécifiques qui peuvent aider la Collectivité à rester à la pointe.

En retour, les apprentis bénéficient d'une formation pratique et d'un encadrement par des professionnels expérimentés. Cela favorise le transfert de connaissances et de compétences au sein de la Collectivité, permettant ainsi de former de futurs agents qualifiés.

Considérant que ce dispositif présente un intérêt tant pour les jeunes accueillis que pour les services accueillants, compte tenu des diplômes préparés par les postulants et des qualifications requises par lui ;

Considérant que l'Etat, le Centre National de la Fonction Publique Territoriale et le Fonds pour l'Insertion des Personnes Handicapées dans la Fonction Publique accompagnent sur les plans financier, administratif et technique, les collectivités territoriales dans l'intégration d'apprentis bénéficiant de la reconnaissance travailleuse handicapé ;

Considérant que la rémunération est versée à l'apprenti en tenant compte de son âge et de sa progression dans le ou les cycles de formation qu'il poursuit ;

Considérant que la commune de Bon-Encontre souhaite s'inscrire dans cette démarche en soutenant ainsi la formation et l'employabilité des jeunes ;

Considérant qu'il revient à l'assemblée délibérante de délibérer sur la possibilité de recourir au contrat d'apprentissage ;

## **II – Considérants et références juridiques :**

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code général de la fonction publique,

Vu le code du travail, et en particulier les articles L. 6211-1 et suivants, les articles D. 6211-1 et suivants,

Vu la loi n°2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel,

Vu l'ordonnance n°2020-387 du 1er avril 2020 portant mesures d'urgence en matière de formation professionnelle,

Vu le décret n° 2016-1998 du 30 décembre 2016 fixant la liste des collectivités territoriales autorisées à participer aux expérimentations prévues aux articles 76 et 77 de la loi n° 2016-1088 du 8 août 2016 relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels,

Vu le décret n° 2020-786 du 26 juin 2020 relatif aux modalités de mise en œuvre de la contribution du Centre national de la fonction publique territoriale au financement des frais de formation des apprentis employés par les collectivités territoriales et les établissements publics en relevant,

Sous réserve de l'avis (non conforme) du Comité Social Territorial,

Il vous est proposé :

- de recourir au contrat d'apprentissage ;
- D'autoriser Madame le Maire à signer tout document relatif à ce dispositif et notamment les contrats d'apprentissage ainsi que les conventions conclues avec les Centres de Formation d'Apprentis ;
- D'autoriser l'autorité territoriale à exécuter toutes les démarches nécessaires au recrutement d'un apprenti et notamment l'apprenti à venir au service des sports :

Service d'accueil de l'apprenti	Fonctions de l'apprenti	Diplôme ou titre préparé par l'apprenti	Durée de la formation
Service des Sports	Agent polyvalent sports	BP Aménagements Paysagers	24 mois

Madame le Maire précise que les crédits nécessaires, notamment salaires et frais de formation, sont inscrits au budget principal, au chapitre 012.

**Entendu l'exposé de Madame le Maire,  
Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré  
A l'unanimité**

**DECIDE** de recourir au contrat d'apprentissage.

**AUTORISE** Madame le Maire à signer tout document relatif à ce dispositif et notamment les contrats d'apprentissage ainsi que les conventions conclues avec les Centres de Formation d'Apprentis.

**AUTORISE** l'autorité territoriale à exécuter toutes les démarches nécessaires au recrutement d'un apprenti et notamment l'apprenti à venir au service des sports :

Service d'accueil de l'apprenti	Fonctions de l'apprenti	Diplôme ou titre préparé par l'apprenti	Durée de la formation
Service des Sports	Agent polyvalent sports	BP Aménagements Paysagers	24 mois

**PRECISE** que les crédits nécessaires, notamment salaires et frais de formation, sont inscrits au budget principal, au chapitre 012.

Ainsi fait et délibéré en séance les JOUR, MOIS et AN susdits.

Le Maire  
Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte  
Informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter des formalités de publication et de transmission en Préfecture.  
Affichage le 30 juin 2023

Pour copie conforme,  
Madame le Maire,  
**Laurence LAMY**



